

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 195 | Date 11 - 17 mars 2024

**(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)**

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 27 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

13 mars : Les forces de police et de gendarmerie de sept provinces ont effectué des descentes dans des maisons tôt mardi pour arrêter 23 soldats actifs et anciens, ainsi que d'anciens cadets militaires, accusés d'avoir des liens avec le mouvement Gülen.

## PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

12 mars : La mère de Berkin Elvan, un adolescent qui a été frappé à la tête par une cartouche de gaz tirée par un policier lors des manifestations anti-gouvernementales du parc Gezi à Istanbul en 2013 et qui a succombé à ses blessures, a déclaré que la justice restait insaisissable 10 ans après la mort de son fils.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au

cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

11 mars : Trois personnes ont été arrêtées pour avoir protesté contre les échanges commerciaux de la Turquie avec Israël dans le cadre du conflit à Gaza, lors d'un événement auquel participaient un ministre et des représentants du Parti de la justice et du développement (AKP) dans la province occidentale de Bursa.

11 mars : Le gouvernorat de Şırnak a fait une déclaration le 11 mars 2024 et a annoncé que la région de la montagne Gabar dans les limites du district central et du district de Güçlükonak de la province de Şırnak a été déclarée zone de sécurité spéciale temporaire pour 15 jours entre le 11 mars et le 25 mars 2024.

11 mars : Le gouvernorat d'Adana a empêché quatre membres du groupe de musique Kolektîfa Rîtmên Azad de se produire lors du rassemblement du 8 mars, citant les enquêtes en cours contre eux pour "appartenance à une organisation illégale" et "faire de la propagande pour une organisation illégale".

13 mars : Un rapport intitulé "Organisations de la société civile en Turquie : Freedom of Association and Right to Participation" met en lumière les restrictions actuelles de l'espace de la société civile en Turquie et la pression croissante à laquelle les organisations de la société civile (OSC) sont confrontées de la part de l'État.

13 mars : Les membres de l'organisation provinciale d'Istanbul du parti DEM qui distribuait des tracts devant l'opéra Süreyya dans le district de Kadıköy à Istanbul pour appeler à la tenue du Newroz d'Istanbul le 17 mars 2024 dans la zone de rencontre de Yenikapı ont été empêchés par la police et les personnes distribuant les tracts ont été bloquées par la police. 18 personnes, dont les co-candidats à la mairie du parti DEM Kadıköy, Nimet Çelebi Erdoğan et Veysi Eski, ont été arrêtées.

## **LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS**

11 mars : Le reportage sur l'allégation selon laquelle Cevher Benek, le maire AKP de la ville de Hilal, qui a été condamné à une peine de prison définitive pour corruption, truquage d'offres et corruption, a escroqué des dizaines de personnes, a été bloqué par le Tribunal pénal d'Uludere pour violation des droits de la personne.

11 mars : Au moins trois autres articles de presse dans lesquels le nom de Siddik Erikli était mentionné ont également été bloqués par l'Association des fournisseurs d'accès au motif qu'ils contenaient le même contenu que les articles de presse précédemment sanctionnés.

13 mars : Un tribunal local de l'est de la Turquie a bloqué l'accès à l'agence de presse kurde Mezopotamya au motif qu'elle représente une menace pour la sécurité nationale et l'ordre public.

13 mars : Au moins 9 articles de presse et messages sur les médias sociaux concernant Levent Uysal, citoyen de Serbie et détenteur d'un permis de résidence des Émirats arabes unis, ont été interdits d'accès et supprimés par le 10e tribunal pénal d'Istanbul pour violation des droits de la personne.

13 mars : Au moins 6 articles de presse concernant Bilal Erdoğan, le fils du président Recep Tayyip Erdoğan, ont été interdits d'accès et supprimés par le 3e tribunal pénal d'Anatolie d'Istanbul pour violation des droits de la personne.

13 mars : Cinq contenus du site EngelliWeb et le message posté depuis le compte X du projet EngelliWeb ont été bloqués et supprimés par la décision du 3e tribunal pénal d'Istanbul Anatolie au motif de violation des droits de la personne.

14 mars : Les procureurs turcs ont lancé plus de 52 000 enquêtes sur des personnes accusées d'avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan ou son gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) entre 2019 et 2022.

16 mars : Le projet EngelliWeb de l'Association pour la liberté d'expression a révélé qu'au moins 58 301 noms de domaine/sous-domaines ont été bloqués en janvier et février 2024.

## **INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT**

13 mars : Un nouveau rapport publié mercredi par l'organisation de défense des droits de l'homme Statewatch, basée à Londres, révèle des violations systématiques des droits de l'homme par les autorités turques dans leurs poursuites contre des personnes accusées d'appartenir au mouvement Gülen en raison de l'utilisation de l'application pour smartphone ByLock.

15 mars : Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a déclaré que la Turquie était en "violation grave" de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et des principes de l'État de droit en raison du maintien en détention d'Osman Kavala.

## **MINORITÉ KURDE**

12 mars : La Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie a publié une déclaration selon laquelle les frappes aériennes de la Turquie sur des cibles civiles dans le nord-est de la Syrie pourraient constituer des crimes de guerre.

## **RÉFUGIÉS ET MIGRANTS**

15 mars : Le gouvernorat de Çanakkale a annoncé qu'au moins 8 personnes, dont 2 bébés, ont perdu la vie après le naufrage d'un bateau transportant des réfugiés au large du district d'Eceabat de Çanakkale.

## **TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS**

14 mars : Selahattin Demirtaş, ancien co-président du Parti démocratique des peuples (HDP), détenu à la prison de type F d'Edirne, a été soumis à une fouille corporelle à chaque fois qu'il entrait et sortait de la pièce et on lui a demandé d'enlever ses chaussures devant la caméra.

15 mars : On apprend que Mehmet Erbey, un prisonnier de la prison de Tekirdağ a été transféré à la prison de haute sécurité d'Izmir Buca contre son gré, que sa famille n'a pas été informée du transfert, que ses maladies ont progressé à cause de la torture et des mauvais traitements en prison et qu'il a été gardé dans une seule pièce dans la prison où il a été transféré.

## **DROITS DES FEMMES**

12 mars : Au total, cinq femmes ont été tuées par des membres de leur famille au cours des deux derniers jours, tandis qu'une autre a été poignardée et blessée.